Des difficultés de la Théorie critique avec la ville

Franck Fischbach

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cps/3472>

DOI : 10.4000/cps.3472

ISSN : 2648-6334

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 12 décembre 2019

Pagination : 197-226

ISBN : 979-10-344-0055-3

ISSN : 1254-5740

Référence électronique

Franck Fischbach, « Des difficultés de la Théorie critique avec la ville », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg* [En ligne], 46 | 2019, mis en ligne le 12 décembre 2019, consulté le 08 novembre 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/cps/3472> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cps.3472>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Des difficultés de la Théorie critique avec la ville

Franck Fischbach

Si, en dépit du fait que l'expression ait été forgée après eux, on accepte de considérer Marx et Engels comme les fondateurs de la Théorie critique de la société, et si l'on se penche d'abord sur l'œuvre de Engels, il semble que l'on trouve chez lui deux approches de la grande ville qui paraissent difficilement conciliables l'une avec l'autre. Cette ambiguïté du propos relatif à la grande ville est manifeste dès *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. D'un côté, Engels ne peut pas dissimuler l'admiration qui est la sienne envers les exploits techniques et industriels rendus possibles dans et par la grande ville moderne. Il écrit notamment ceci :

« Une ville comme Londres, où l'on peut marcher des heures sans même parvenir au commencement de la fin, sans découvrir le moindre indice qui signale la proximité de la campagne, est vraiment quelque chose de très particulier.

Cette centralisation énorme, cet entassement de 3,5 millions d'êtres humains en *un seul* endroit a centuplé la puissance de ces 3,5 millions d'hommes. Elle a élevé Londres au rang de capitale commerciale du monde, créé les docks gigantesques et rassemblé les milliers de navires, qui couvrent continuellement la Tamise. Je ne connais rien qui soit plus imposant que le spectacle offert par la Tamise, lorsqu'on remonte le fleuve depuis la mer jusqu'au London Bridge. La masse des maisons, les chantiers navals de chaque côté, surtout en amont de Woolwich, les innombrables navires rangés le long des deux rives, qui se serrent de plus en plus étroitement les uns contre les autres et ne laissent finalement au milieu du fleuve qu'un chenal étroit, sur lequel une centaine de bateaux à vapeur se croisent en pleine vitesse – tout cela est si grandiose, si énorme, qu'on en est abasourdi et qu'on

reste stupéfait de la grandeur de l'Angleterre avant même de poser le pied sur son sol»¹.

Mais Engels, dans la suite immédiate du même texte, ne peut pas taire le profond dégoût que lui inspire la grande ville dont il vient pourtant d'admirer les exploits et les « miracles ». Voici ce qu'il écrit :

« Quant aux sacrifices que tout cela a coûté, on ne les découvre que plus tard. Lorsqu'on a battu durant quelques jours le pavé des rues principales, qu'on s'est péniblement frayé un passage à travers la cohue, les files sans fin de voitures et de chariots, lorsqu'on a visité les "mauvais quartiers" de cette métropole, c'est alors seulement qu'on commence à remarquer que ces Londoniens ont dû sacrifier la meilleure part de leur qualité d'hommes, pour accomplir tous les miracles de la civilisation dont la ville regorge, que cent forces, qui sommeillaient en eux, sont restées inactives et ont été étouffées afin que seules quelques-unes puissent se développer plus largement et être multipliées en s'unissant avec celles des autres. La cohue des rues a déjà, à elle seule, quelque chose de répugnant, qui révolte la nature humaine. Ces centaines de milliers de personnes, de tout état et de toutes classes, qui se pressent et se bousculent, ne sont-elles pas *toutes* des hommes possédant les mêmes qualités et capacités et le même intérêt dans la quête du bonheur ? Et ne doivent-elles pas finalement quêter ce bonheur par les mêmes moyens et procédés ? Et, pourtant, ces gens se croisent en courant, comme s'ils n'avaient rien de commun, rien à faire ensemble, et pourtant la seule convention entre eux, est l'accord tacite selon lequel chacun tient sur le trottoir sa droite, afin que les deux courants de la foule qui se croisent ne se fassent pas mutuellement obstacle ; et pourtant, il ne vient à l'esprit de personne d'accorder à autrui, ne fût-ce qu'un regard. Cette indifférence brutale, cet isolement insensible de chaque individu au sein de ses intérêts particuliers, sont d'autant plus répugnants et blessants que le nombre de ces individus confinés dans cet espace réduit est plus grand. Et même si nous savons que cet isolement de l'individu, cet égoïsme borné sont partout le principe fondamental de la société actuelle, ils ne se manifestent nulle part avec une impudence, une assurance si totales qu'ici, précisément, dans la cohue de la grande ville. La désagrégation de l'humanité en monades,

1 F. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre, d'après les observations de l'auteur et des sources authentiques*, p. 59.

dont chacune a un principe de vie particulier, et une fin particulière, cette atomisation du monde est poussée ici à l'extrême»².

Une ambiguïté pour ne pas dire une contradiction du même genre se trouve à nouveau dans le texte de Engels de 1887, *La question du logement*: là encore, il alterne entre la célébration des prouesses accomplies par la grande ville industrielle moderne, et le rejet de cette même grande ville, allant cette fois jusqu'à formuler le projet d'une «suppression des grandes villes».

Dans ce texte, Engels fait la critique d'un disciple allemand de Proudhon, Arthur Mülberger, qui écrivait ceci :

«Nous affirmons sans hésitation qu'il n'y a pas, pour toute la civilisation de notre siècle, tant vanté, plus terrible que le fait que, dans les grandes villes, 90 % de la population, et même plus, n'ont pas un lieu qu'il puissent considérer comme leur appartement: le véritable centre de vie morale et familiale, la maison et le foyer, est emporté par le tourbillon social»³.

L'auteur, presque trente ans auparavant, de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* n'ignore évidemment rien de la situation matérielle et morale des travailleurs dans les grandes villes, mais, pour autant, il refuse de se joindre aux «jérémiades» du proudhonien allemand et il veut voir au contraire comme un progrès «l'expulsion des travailleurs de leur foyer», il crédite «la grande industrie moderne» d'avoir fait «du travailleur rivé au sol un prolétaire ne possédant absolument rien»⁴, puisque c'est là la condition de la formation d'une classe véritablement révolutionnaire: ne plus avoir de foyer, c'est selon Engels «la toute première condition de l'émancipation morale» des travailleurs. Il ne peut donc y avoir chez Engels aucune nostalgie de l'époque préindustrielle durant laquelle les travailleurs étaient attachés à leur foyer rural puisque, selon ses propres termes, «seul le prolétariat créé par la grande industrie moderne, libéré de toutes les chaînes du passé, y compris de celles qui l'attachaient au sol, *et consacré dans les grandes villes* (je souligne), est en état d'accomplir la grande transformation sociale qui mettra fin à toute exploitation et domination de classe»⁵: «les anciens

2 *Idem*, p. 60.

3 F. ENGELS, *La question du logement*, p. 33.

4 *Ibidem*.

5 *Idem*, p. 34.

tisserands ruraux, ajoute-t-il encore, avec leur maison et leur foyer, n'en auraient jamais été capables, ils n'auraient jamais conçu une telle idée et auraient encore moins trouvé la volonté de la réaliser»⁶. Sur cette ligne de pensée, on est au plus loin d'une critique de la ville et de la vie urbaine modernes, on est au contraire au plus près de leur apologie en raison de la contribution décisive qu'elles apportent à la concentration et à la formation de la classe des travailleurs révolutionnaires.

Mais il est aussi une *autre* ligne de pensée chez Engels, qui apparaît lorsque ce dernier se penche sur la solution à la crise du logement que proposent aussi bien les proudhoniens que les économistes bourgeois qui ont abordé le problème : cette solution consiste à rendre les travailleurs de la grande industrie, et donc des villes, propriétaires de leur logement. Ce qui revient à dire que la solution est celle qu'offre « le système du cottage », c'est-à-dire le système dans lequel « chaque famille ouvrière a sa petite maison, avec si possible un jardinet »⁷. La difficulté est qu'une telle solution n'est justement pas praticable là où se pose le problème qu'elle est censée résoudre, à savoir dans les villes. « Hélas, trois fois hélas, s'exclame Engels, le système du cottage est irréalisable précisément dans les centres où sévit la crise de la cherté des terrains », c'est-à-dire dans les villes. La prétendue solution à la crise proprement urbaine du logement consiste donc à loger les ouvriers des villes justement là où ils n'habitent pas, c'est-à-dire à la campagne où on leur proposerait d'acquérir des cottages avec jardin... Ce qui conduit Engels à dire que « la solution bourgeoise à la question du logement a fait faillite : elle s'est heurtée à l'opposition entre la ville et la campagne »⁸.

« Nous voici, ajoute-t-il, arrivés au cœur même de la question ». Et c'est peu que de le dire, car c'est bien là que nous buttons sur un problème majeur posé par la pensée de Marx et Engels et transmis à la tradition de la Théorie critique : le problème de la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, et de son corollaire, la suppression des grandes villes qui vient directement contredire l'apologie de ces dernières que l'on trouve aussi chez Engels et chez Marx. La solution du problème du logement par les cottages et les colonies est, on l'a vu, récusée par Engels pour la raison que cela revient à résoudre un problème urbain là où il

6 *Ibidem*.

7 *Idem*, p. 63.

8 *Idem*, p. 64.

ne se pose justement pas, à savoir dans les campagnes. La construction de logements ouvriers est par ailleurs une pratique déjà ancienne des grands fabricants ruraux : non seulement cette pratique n'a en rien résolu le problème du logement dans les villes, mais il se trouve en outre que, là où, à la campagne, les propriétaires de fabriques ont bâti des logements pour leurs ouvriers, ce sont « des villages entiers [qui] ont surgi de cette manière, dont certains sont devenus plus tard des villes »⁹. Et c'est ainsi que les « florissantes colonies » ne sont désormais plus du tout situées à la campagne : « par l'énorme extension de l'industrie, note Engels, elles ont été pour la plupart tellement entourées de fabriques et de maisons qu'elles se trouvent aujourd'hui placées au centre de villes sales et enfumées, comptant 20 000 à 30 000 habitants, et plus »¹⁰. En d'autres termes, ce qui est présenté par certains comme la solution à la crise urbaine du logement n'est pas autre chose que la mise en œuvre d'un processus qui ne tarde pas à transformer des villages ruraux en de véritables villes, dans lesquelles le problème du logement se posera à nouveau et dans les mêmes termes.

On comprend donc que Engels puisse être amené à penser que le véritable problème est en réalité la dualité même et donc l'opposition de la ville et de la campagne, puisqu'on propose aux problèmes urbains une solution rurale qui a pour seule conséquence à terme d'urbaniser la campagne et donc d'y transporter les problèmes mêmes qu'on cherchait à résoudre, et ainsi de suite. D'où l'idée de Engels selon laquelle la question du logement « ne pourra être résolue que si la société est assez profondément transformée pour qu'elle puisse s'attaquer à la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, poussée à l'extrême dans la société capitaliste d'aujourd'hui » qui, « bien éloignée de pouvoir supprimer cette opposition, la rend au contraire chaque jour plus aiguë »¹¹. Mais en quoi peut bien consister une telle suppression de l'opposition entre la ville et la campagne ? Tout le problème est là, rendu plus aigu encore par le fait que l'abolition de cette opposition revient en réalité à la suppression des grandes villes modernes : « les grandes

9 *Idem*, p. 67.

10 *Idem*, p. 70.

11 *Idem*, p. 64.

villes modernes, écrit clairement Engels, ne seront supprimées que par l'abolition du mode de production capitaliste»¹².

On ne peut que s'étonner du fait que Engels propose comme solution la suppression des grandes villes, alors même que par ailleurs il considère très positivement le déracinement hors des campagnes des travailleurs modernes et leur rassemblement dans les grandes cités industrielles : comment peut-il vouloir la suppression des grandes villes, alors qu'il les considère aussi comme le lieu de rassemblement et de formation d'un prolétariat conscient de lui-même, et alors également que les grandes villes permettent, selon lui, que soit « tranché le cordon ombilical qui rattachait le travailleur au passé »¹³, que « le travailleur rivé au sol » devienne « un prolétaire ne possédant absolument rien, libéré de toutes les chaînes traditionnelles, *libre comme l'air* »¹⁴.

Mais, au-delà de ce qui semble bien être une contradiction, le problème paraît venir de plus loin et tenir au diagnostic même posé par Engels, à savoir celui selon lequel l'opposition entre la ville et la campagne serait, comme il le dit, « poussée à l'extrême par la société capitaliste ». Cette idée sera reprise dans les textes co-écrits avec Marx avant la révolution de 1848, en particulier dans *L'idéologie allemande*. Marx et Engels rapportaient alors la séparation de la ville et de la campagne à la division du travail, faisant de cette séparation à la fois le produit et l'accomplissement de la division fondamentale entre le travail intellectuel et le travail matériel : « la plus grande séparation entre le travail matériel et le travail intellectuel, écrivaient-ils, est la séparation de la ville et de la campagne »¹⁵. Cette séparation entre ville et campagne est engendrée par la division du travail sous la forme déterminée qu'elle a prise jusqu'ici dans les sociétés humaines, à savoir sous la forme d'une division du travail « naturelle » au sens de spontanée (*naturwüchsig*), c'est-à-dire involontaire, inconsciente et donc non organisée.

« L'opposition entre la ville et la campagne, lit-on dans *L'idéologie allemande*, est l'expression la plus flagrante de la subsumption de l'individu sous la division du travail, sous une activité déterminée qui lui est imposée, une subsumption qui fait de l'un un animal

12 *Idem*, p. 65.

13 *Idem*, p. 33.

14 *Ibidem* (souligné par Engels).

15 K. MARX, F. ENGELS, J. WEYDEMEYER, *L'idéologie allemande*, p. 149.

urbain borné et de l'autre un animal rural borné, et réengendrer quotidiennement l'opposition des intérêts des deux parties»¹⁶.

Dans ces conditions, on comprend que la perspective dans laquelle s'inscrivent Marx et Engels dès ce texte soit celle de «l'abolition de l'opposition entre la ville et la campagne» puisque cette opposition n'existe qu'au détriment des deux termes opposés, et que, dans l'état actuel des choses, les intérêts de la ville ne peuvent être développés qu'au prix du sacrifice des intérêts de la campagne. L'institution d'une société véritable, organisée, c'est-à-dire l'institution de ce que Marx et Engels appellent ici «la communauté», suppose donc que soit surmontée cette opposition et que soit instauré à sa place quelque chose qui consisterait vraisemblablement en une forme de coopération entre la campagne et la ville qui permettrait un développement simultanée de l'une et de l'autre, de l'une *avec* l'autre, sans concurrence entre elles et sans que l'une doivent payer le prix du développement de l'autre :

«l'abolition de l'opposition entre la ville et la campagne est une des premières conditions de la communauté, une condition qui dépend à son tour d'une masse de présuppositions matérielles et que la simple volonté ne suffit pas à remplir».

Comprendre que la simple volonté ne suffit pas à abolir la séparation de la ville et de la campagne suppose d'une part de comprendre que cette séparation dépend elle-même d'autres conditions, au premier rang desquelles la division du travail social et la propriété privée (donc la forme générale des rapports sociaux de production), et d'autre part de comprendre le développement historique de ces mêmes conditions. Cela conduit à réinscrire la séparation de la ville et de la campagne dans l'histoire même du développement du mode capitaliste de production qui n'a pu porter cette séparation à sa forme la plus aboutie et la plus complète que parce qu'elle repose elle-même sur la séparation croissante entre deux formes du capital, d'une part sa forme foncière et d'autre part sa forme industrielle et commerciale : l'histoire de la séparation croissante de la ville et de la campagne est donc l'histoire de l'émancipation du capital hors de la propriété foncière et du développement d'une forme de

16 *Ibidem*.

propriété « qui a sa base dans le travail et dans l'échange »¹⁷ au lieu qu'elle l'ait dans le sol et la terre.

Et l'on retrouve alors l'idée que le développement de la séparation entre la campagne et la ville, puis le développement des villes elles-mêmes ainsi que la division croissante du travail entre elles – dont les unes s'industrialisent quand les autres se consacrent au commerce, tandis que d'autres encore deviennent des places bancaires, les villes industrielles se spécialisant ensuite elles-mêmes dans des branches particulières de l'industrie¹⁸ et tous ces facteurs se renforçant les uns les autres, le développement du commerce favorisant celui des villes manufacturières puis industrielles qui renforcent à leur tour celui des places bancaires et financières, le capital (sous sa forme moderne de capital mobile rendu possible par le commerce¹⁹) se concentrant et s'accumulant en même temps que les populations se concentraient et s'accumulaient dans les villes²⁰ – on retrouve l'idée, donc, que ce développement historique ne peut évidemment pas être considéré comme négatif en soi : il est inséparable du processus même de modernisation des sociétés, de formation des sociétés capitalistes, de maturation des forces productives et, en ce sens, il est indispensable à l'engendrement et au développement des conditions qui, dans la société actuelle, jettent les bases de la société à venir.

La chose devient évidente quand Marx et Engels en arrivent à « la troisième période [du développement] de la propriété privée depuis le Moyen-Âge »²¹ : après la période du développement de la manufacture, puis celle de l'essor du négoce et du commerce, cette troisième période est celle qui commence à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle avec le développement de « la grande industrie ». Les acquis de cette troisième et dernière période sont tous présentés par Marx et Engels comme

17 *Idem*, p. 151.

18 Voir *idem*, p. 161 : « Les villes entrent en relation *les unes avec les autres* [...] et la division entre la production et le commerce entraîne rapidement une nouvelle division de la production entre les villes singulières, dont chacune ne tarde pas à exploiter une branche d'industrie prédominante. »

19 *Idem*, p. 157 et p. 167.

20 *Idem*, p. 163 : « Les manufactures ont encore pour présupposition un progrès de la concentration de la population qui soit déjà avancé et aussi du capital ».

21 *Idem*, p. 179 *sq.*

d'incontestables progrès. Ils soulignent ainsi que la grande industrie «universalisa la concurrence, établit les moyens de communication et le marché mondial moderne, transforma tout le capital en capital industriel». C'est la grande industrie, concluent Marx et Engels, qui «engendra l'histoire mondiale à proprement parler dans la mesure où elle rendit chaque nation civilisée et chaque individu à l'intérieur de chacune d'elle dépendants du monde entier dans la satisfaction de ses besoins»²². Ce n'est pas le moindre de ses mérites, puisque cela revient à avoir instauré la scène sur laquelle se jouera la révolution prochaine dont l'échelle est précisément celle du marché mondial. À quoi s'ajoute que la grande industrie «anéantit la naturalité-spontanéité en général»²³, ce qui signifie qu'elle achève de défaire le lien qui rattachait les conditions sociales aux conditions naturelles et qui faisait de celles-ci les conditions déterminantes: elle réalise cela «en dissolvant tous les rapports naturels-spontanés en des rapports d'argent»²⁴. Cet anéantissement de tout caractère ou rôle déterminant de l'élément ou de la forme naturelle-spontanée possède une traduction remarquable du côté des villes et de la vie urbaine: ainsi, «à la place des villes naturelles-spontanées, la grande industrie créa les grandes villes industrielles modernes qui naquirent du jour au lendemain», de sorte que la grande industrie «paracheva la victoire de la ville sur la campagne»²⁵. Ce qui devient ainsi manifeste et évident avec la formation des grandes villes industrielles modernes, c'est le caractère déterminant des facteurs purement historiques et sociaux: ces facteurs exercent désormais leur influence en faisant fi de toute condition naturelle donnée, de tout processus spontané dont ils acquièrent la maîtrise et qu'ils sont désormais capables de reconfigurer entièrement.

Parvenu à ce point où est acquise la victoire de la ville sur la campagne, on comprend que la période de la grande industrie soit interprétée par Marx et Engels comme celle qui porte le développement du mode capitaliste de production au point où il ne peut plus que se renverser. La grande industrie engendra ainsi «une masse de forces

22 *Idem*, p. 181.

23 *Idem*, p. 183.

24 *Ibidem*.

25 *Ibidem*.

productives pour lesquelles la propriété privée devint une chaîne»²⁶, de la même manière que les corporations médiévales étaient devenues une chaîne pour la manufacture: la forme de la propriété privée devient une entrave qui freine la poursuite du développement des forces productives et qui a pour conséquence que ces mêmes forces productives «deviennent pour le plus grand nombre des forces destructives»²⁷. De même, le marché concurrentiel mondial engendré par la grande industrie a pour conséquence «d'anéantir la particularité des nationalités singulières», «d'engendrer partout les mêmes rapports entre les classes»²⁸: c'est ainsi que «la grande industrie créa une classe qui a le même intérêt dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà anéantie»²⁹, là où «la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux à part»³⁰.

Ainsi donc, si l'on en croit les analyses de *L'idéologie allemande*, la victoire de la ville sur la campagne est à compter au nombre des conditions engendrées par la grande industrie capitaliste qui sont le prélude immédiat au renversement des rapports de production actuels. Cela se confirme encore lorsque Marx et Engels, évoquant les conditions qui peuvent permettre que les prolétaires se rassemblent et sortent de la concurrence réciproque où ils sont placés par la grande industrie, posent que, «pour que cette unification ait lieu [...], il faut que les moyens nécessaires, les grandes villes industrielles et les communications peu coûteuses et rapides, soient mis en place par la grande industrie»³¹. À tout point de vue, on comprend donc que Marx et Engels puissent écrire que «la construction des villes fut un grand progrès»³², et la construction des *grandes villes industrielles* un plus grand progrès encore.

Aussi ne peut-on être que très surpris de voir Marx et Engels reprendre le thème de «l'abolition de la ville et de la campagne»³³ dans la page qui suit immédiatement celle où ils viennent d'écrire que «la construction des grandes villes fut un grand progrès». On en est

26 *Ibidem*.

27 *Ibidem*.

28 *Ibidem*.

29 *Idem*, p. 185.

30 *Idem*, p. 183.

31 *Idem*, p. 189.

32 *Ibidem*.

33 *Idem*, p. 191.

d'autant plus surpris qu'on trouve aussi, à ce même endroit du texte, une énumération des conditions qui sont nécessaires à la réalisation du projet de substituer une « économie commune » à « l'économie séparée », c'est-à-dire du projet de substituer des rapports économiques collectivement organisés aux rapports économiques qui s'imposent extérieurement aux individus et se les subordonnent : parmi les conditions sans lesquelles ce projet resterait « une simple marotte » et risquerait de nous renvoyer à « l'économie monacale », les auteurs de *L'idéologie allemande* énumèrent « le développement de la machinerie, l'usage des forces naturelles et de nombreuses autres forces productives, par ex. des conduites d'eau, de l'éclairage au gaz, du chauffage à vapeur », toutes conditions qui ne sont permises – Marx et Engels le disent eux-mêmes – que par « le regroupement en villes et la construction de bâtiments communs à des fins déterminées »³⁴.

Il y a certes une logique, en l'occurrence de type dialectique, à penser que c'est l'accumulation même des conditions de type capitaliste qui seule peut conduire à leur propre renversement en leur contraire. Ainsi, si la société capitaliste dans sa maturité industrielle pousse à son comble la séparation de la ville et de la campagne, cette même logique conduit à penser que cette séparation maximale est le prélude immédiat à l'abolition de cette même séparation. Soit, mais ceux-là mêmes qui considèrent comme un progrès la formation des grandes villes ne nous disent pas grand-chose de ce que serait ou pourrait être l'abolition de la séparation ville-campagne, si l'on doit pouvoir en même temps conserver les acquis des grandes villes et ne pas revenir à « l'économie monacale ». L'abolition de la séparation a-t-elle le sens d'une victoire définitive de la ville sur la campagne et devrait-elle consister en une généralisation de l'urbanisation afin que tous puissent bénéficier des avantages de la ville ? Mais si c'est de cela qu'il s'agit, en quoi cela relève-t-il d'un renversement ? Le développement du capitalisme se charge très bien lui-même du processus d'urbanisation, et rien ne garantit que la poursuite de ce processus, et *a fortiori* sa radicalisation et son amplification soient synonymes de rupture avec le capitalisme. Bref, que peut bien vouloir signifier « l'abolition de la ville et de la campagne » chez des auteurs qui, par ailleurs, font l'apologie de la vie urbaine en la considérant comme le

34 *Ibidem*.

lieu où s'accumulent les conditions matérielles qui sont en même temps celles d'une rupture avec la société capitaliste ?

Reprenons les choses à partir de l'idée selon laquelle l'opposition de la ville et de la campagne serait « poussée à l'extrême par la société capitaliste ». Le diagnostic de Marx, notamment dans le Livre III du *Capital*, semble se faire plus précis, ne serait-ce déjà que parce qu'il ne se contente plus de parler abstraitement de « la ville » et de « la campagne ». La campagne, notamment, est maintenant comprise par Marx comme le théâtre d'affrontement entre deux formes de propriété : la petite *versus* la grande propriété foncière. Les deux ont certes en commun d'être des formes de la propriété *privée*, mais, note Marx, « l'entrave que la propriété privée oppose à la production agricole et à un traitement rationnel, à la conservation et à la bonification des sols eux-mêmes, ne se développe pas dans les deux formes de propriété de la même manière »³⁵. Au chapitre de la critique de la petite propriété foncière privée, on retrouve sous la plume de Marx une critique de la campagne proche de celle qu'on peut lire chez Engels : Marx écrit ainsi que « la petite propriété foncière suppose que l'énorme majorité de la population est rurale et que c'est le travail isolé qui domine et non le travail social »³⁶. Autrement dit, on a alors affaire à une « paysannerie parcellaire » dont il est question dans *Le 18 Brumaire*, à cette classe hétéronome et réactionnaire dont Napoléon III s'est fait le représentant : la petite propriété foncière, écrit Marx, « crée une classe de barbares presque en marge de la société, unissant la grossièreté des formes sociales primitives à tous les tourments et toute la misère des pays civilisés »³⁷.

Mais cette petite propriété foncière est en réalité déjà condamnée par les progrès de l'agriculture industrielle dont la forme de propriété privée est celle de la grande propriété foncière. C'est elle qui a le vent en poupe, elle qui « réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle, concentrée dans les grandes villes, et qui s'accroît sans cesse »³⁸. En

35 K. MARX, *Le Capital*, Livre III, tome III, ch. XLVII, p. 191.

36 *Ibidem*.

37 *Idem*, p. 191-192.

38 *Idem*, p. 191.

d'autres termes, le développement de la grande propriété foncière est la conséquence de l'industrialisation, et cette dernière est un processus qui affecte la campagne et l'agriculture autant que la ville, ou, comme le dit Marx : «la grande industrie et la grande agriculture exploitées industriellement agissent dans le même sens»³⁹. C'est donc, semble-t-il, tout l'inverse d'une opposition entre la ville et la campagne qu'engendre le développement des sociétés capitalistes : il semble s'agir au contraire d'une soumission des deux, campagne et ville, à des processus de même nature et qui produisent des conséquences similaires dans l'une et dans l'autre.

La grande propriété foncière et l'agriculture industrielle créent, note Marx, «des conditions qui provoquent un *hiatus* irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie : il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà du pays considéré (Liebig)». Si séparation et opposition il y a ici, ce n'est plus entre la ville et la campagne : la séparation ou le hiatus est désormais entre l'ensemble de la société industrielle (englobant ville *et* campagne) d'une part, et la nature ou «la terre» d'autre part. C'est le «hiatus» en quoi consiste la rupture de l'équilibre métabolique entre la société et la nature, et donc le déclenchement de la crise du métabolisme société/nature – la poursuite du développement des forces sociales de production, aussi bien industrielles qu'agricoles, se faisant désormais par le gaspillage des forces des sols et la destruction des conditions naturelles de toute existence sociale et historique. On ne peut même plus dire que la différence entre «la grande industrie et la grande agriculture» consiste en ce que «la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme», tandis que la seconde «ravage et ruine plus directement la force naturelle de la terre»⁴⁰. En réalité, la grande industrie des villes et la grande agriculture industrielle des campagnes se prêtent désormais main-forte l'une à l'autre, la seconde accomplit à la campagne ce que la première fait dans les villes et inversement : «le système industriel à la campagne finit aussi par débilitier les ouvriers»,

39 *Idem*, p. 192.

40 *Ibidem*.

tandis que «l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissent à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre»⁴¹.

L'abolition de la séparation entre la campagne et la ville a donc déjà lieu sous le capital, en l'occurrence sous une forme précise : l'abolition de la séparation y prend la forme de l'intégration de l'agriculture à la grande industrie, de l'application systématique de la science (notamment de la chimie) à la production agricole, associées à la généralisation de la grande propriété foncière et donc à l'expropriation des petits propriétaires, qui uniformise les conditions de la production industrielle dans les villes et celles de la production agricole dans les campagnes. L'opposition de la campagne et de la ville est supprimée sous le capital d'une manière dont on voit qu'elle est doublement destructrice : à la campagne, cette suppression revient à «ruiner» et à «épuiser» les forces naturelles de la terre, tandis qu'à la ville, elle aboutit à «ravager» la force humaine de travail et à «débiliter» les travailleurs. On a donc à faire à une unification de la campagne et de la ville telle qu'elle conduit à la ruine concomitante des deux termes unifiés sous la forme de leur soumission au même processus d'industrialisation.

C'est donc qu'il ne s'agit pas tant d'unifier la campagne et la ville là où le capitalisme les séparerait et les opposerait, que de les unifier *autrement* que le capitalisme ne le fait. L'unification de type capitaliste réunit la campagne et la ville en les soumettant l'une et l'autre au même processus d'industrialisation d'une manière telle qu'il produit deux conséquences négatives. La première est la mise en concurrence de la ville et de la campagne, de sorte que les acquis ou les réalisations de ce processus, par exemple du côté de la ville, ne sont obtenues qu'au détriment de la campagne. La seconde, on l'a vu, est la rupture du lien aussi bien de la ville que de la campagne avec la terre ou la nature : l'industrialisation tant à la ville qu'à la campagne ou dans l'agriculture se réalise de telle sorte qu'elle engendre des villes et des campagnes qui sont comme hors sol, déconnectées du lien à la terre. Ce qui rassemble la ville et la campagne dans la forme capitaliste de leur unification, c'est qu'elles en viennent à rompre ensemble, et l'une autant que l'autre, les liens d'échange métabolique avec la terre⁴². Une façon de maintenir ce

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² Voir J. BELLAMY FORSTER, «La théorie marxienne de la rupture métabolique, ou les fondations classiques de la sociologie environnementale», p. 35-89.

lien serait par exemple « l'utilisation des résidus de la consommation⁴³ » dans la mesure où « ces résidus sont de la plus grande importance pour l'agriculture »⁴⁴. Mais, malheureusement, constate Marx au Livre III du *Capital*,

« l'utilisation de ces résidus donne lieu, en économie capitaliste, à un gaspillage colossal ; à Londres, par exemple, on n'a trouvé rien de mieux à faire de l'engrais provenant de 4 millions ½ d'hommes que de s'en servir pour empester, à frais énormes, la Tamise »⁴⁵.

On a là un exemple tout à fait précis de la manière dont est rompu sous le capital, aussi bien pour la ville que pour la campagne, le lien de l'échange métabolique entre la société et la terre : la production et la consommation en ville engendrent des déchets qui sont rejetés dans le fleuve et le polluent, au lieu d'être transportés à la campagne et d'y servir à l'entretien et au renouvellement de la fertilité des sols.

« Avec la prépondérance toujours croissante de la population urbaine qu'elle entasse dans les grands centres, écrivait Marx cette fois au Livre I du *Capital*, la production capitaliste perturbe le métabolisme entre l'homme et la terre, c'est-à-dire le retour au sol des composantes de celui-ci usées par l'homme sous forme de nourriture et de vêtements, donc l'éternelle condition naturelle d'une fertilité durable du sol »⁴⁶.

On voit ici clairement comment la vie urbaine s'accomplit au détriment non pas seulement de la campagne, mais de la terre même. En lieu et place d'un cercle vertueux consistant en ce que la ville produise des déchets qui fertilisent les sols et permette la production des denrées alimentaires dont la ville a besoin, c'est un cercle vicieux qui se met en place : la consommation en ville engendre des déchets qui ne fertilisent pas les sols mais polluent les fleuves, et la production de la ville envoient vers les campagnes des engrais chimiques dont l'effet à long terme est dévastateur pour la fertilité des sols. Dans ce cercle vicieux, la ville et la

43 Il s'agit en l'occurrence des « résidus résultant des échanges physiologiques naturels de l'homme » et de « la forme sous laquelle subsistent les objets de consommation après leur utilisation » (K. MARX, *Le Capital*, Livre III, tome I, ch. V, p. 118).

44 *Idem*, p. 118-119.

45 *Idem*, p. 119.

46 K. MARX, *Le Capital*, Livre I, ch. XIII, p. 565.

campagne ont l'une et l'autre rompu le rapport d'échange métabolique avec la terre: c'est cette rupture du métabolisme société/nature qui, en régime capitaliste, rassemble la ville et la campagne dans une unité qui se fait contre et au détriment de la terre.

Dans ces conditions, la perspective n'est plus tant celle d'une suppression de la séparation entre la ville et la campagne, que celle de l'instauration d'une relation équilibrée entre, d'une part, la ville et la campagne, et d'autre part la terre ou la nature. Il s'agit, comme Marx le dit au Livre III du *Capital*, que «l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature»⁴⁷, et que le lieu de leur association soit la ville ou qu'il s'agisse de la campagne et des champs.

Au regard des analyses du *Capital*, la compréhension par Marx du rapport entre la ville et la campagne semble prendre une tournure historique et processuelle très classiquement articulée en trois temps. Le premier temps, précapitaliste, est celui d'une unité de la ville et de la campagne à laquelle Marx fait allusion en parlant du «lien de parenté qui unissait initialement l'agriculture et la manufacture au stade infantile et non développé de l'une et de l'autre»⁴⁸. Ce lien a été brisé par la transformation des manufactures en fabriques puis en usines, c'est-à-dire par le développement du mode de production capitaliste: l'entrée dans ce mode de production est donc marquée par l'apparition de l'opposition entre la ville et la campagne, du fait même de l'accélération sans précédent du processus d'urbanisation, inséparable de celui de l'industrialisation. Mais, ajoute Marx:

«cette rupture crée en même temps les présupposés matériels d'une nouvelle synthèse à un niveau supérieur, [les présupposés matériels] de l'association de l'agriculture et de l'industrie sur la base des configurations propres qu'elles se sont élaborées en opposition l'une à l'autre»⁴⁹.

En d'autres termes, dans le temps que dure la rupture du lien de parenté initial s'accumulent en même temps les conditions d'une unité supérieure: la soumission de l'agriculture au même processus d'industrialisation qui règne dans les villes fait éminemment partie de

47 K. MARX, *Le Capital*, Livre III, tome III, ch. XLVIII, p. 199.

48 K. MARX, *Le Capital*, Livre I, ch. XIII, p. 565.

49 *Ibidem*.

ces conditions. L'unité de la campagne et de la ville se *prépare* donc sous le capitalisme, mais elle ne s'y prépare et n'y mûrit que sous la forme *négative* d'un processus qui s'avère être *destructeur* aussi bien pour les travailleurs de la ville que pour ceux des campagnes, et plus encore pour ce qui a trait au rapport de la ville *et* de la campagne à la terre ou à la nature. Mais c'est précisément la tournure négative et destructrice que prend l'unification de la campagne et de la ville sous le capitalisme qui peut pousser les acteurs à se porter vers l'idée d'une unification positive qui consisterait en ce que Marx appelle ici « l'association » de l'une et de l'autre.

Ces analyses de Engels puis de Marx ont signalé à notre attention une difficulté des théoriciens critiques avec la ville que nous allons voir ressurgir dans des œuvres plus tardives : cette difficulté résulte au moins pour une part de la tendance à aborder les problèmes posés spécifiquement par la ville au sein d'un cadre théorique plus large, et parfois tellement large que la ville tend à y disparaître en tant qu'objet spécifique d'étude. C'est le cas ici, s'agissant de Marx, avec l'inscription de l'approche de la ville dans le cadre d'une analyse portant sur la rupture du métabolisme entre société et nature : en dépit de son intérêt et de sa pertinence toute particulière pour nous aujourd'hui, cette approche ne permet sans doute pas une analyse fine des formes urbaines de vie ou des types de subjectivités formés par la vie urbaine moderne comparable à celle qu'un Simmel⁵⁰ a su en revanche mettre en œuvre.

Mais, indépendamment de cet aspect sur lequel nous reviendrons, il demeure que l'ambiguïté de la position relativement à la ville, qu'on a vu être celle des deux fondateurs de la théorie sociale critique, s'est poursuivie après eux. On peut par exemple la voir aussi à l'œuvre chez Benjamin. Il semble en effet que ce que Benjamin dit de Baudelaire puisse aussi bien valoir pour lui-même, à savoir que, « tout en subissant le prestige de la grande ville, "où tout, même l'horreur, tourne aux enchantements", il garde je ne sais quoi de désenchanté »⁵¹. Lorsqu'il cite le premier vers du sonnet *À une passante*, « La rue assourdissante autour de moi hurlait », Benjamin remarque à quel point cette constatation, si elle est banale

50 G. SIMMEL, *Les grandes villes et la vie de l'esprit*.

51 W. BENJAMIN, « Notes sur les *Tableaux parisiens* de Baudelaire », p. 237.

pour nous qui sommes « habitués aux bruits ininterrompus des klaxons dans nos rues », a dû paraître étranges aux contemporains du poète, habitants du « Paris de dix-huit cent cinquante »⁵². Mais ce vers n'évoque en réalité pas tant la ville que *la foule*, tant « la foule innombrable de ses passants constitue le voile mouvant à travers lequel le promeneur parisien voit la ville »⁵³. Or, s'agissant de cette foule qui joue en effet un rôle clé tant pour Baudelaire que pour Benjamin qui l'appelle souvent plutôt « la masse », on retrouve une même ambiguïté que relativement à la ville. D'une part, « la foule, inspiratrice souveraine, [est] source d'ivresse pour le passant solitaire »⁵⁴ : c'est bien en faisant « l'expérience du promeneur solitaire dans la foule » que Baudelaire s'inventa comme « flâneur », faisant, comme dit Benjamin, « enseigne de son isolement social »⁵⁵ : il « éleva l'oisiveté au rang d'une méthode de travail » et « c'est en flânant qu'il fit, et surtout qu'il remania interminablement ses vers »⁵⁶.

De ce point de vue là, « la formation des foules au sein des grandes villes » est vécue et expérimentée par le poète comme la condition de possibilité d'une poésie urbaine et moderne tout à fait nouvelle. Mais il y a aussi, comme le dit Benjamin, « au cœur de la flânerie une fantasmagorie angoissante »⁵⁷ dont témoigne le poème *Les sept vieillards*. Un vieillard aux guenilles jaunes apparaît soudain devant le flâneur, qui est aussitôt suivi de « son pareil » qui est lui-même à son tour suivi de son « jumeau », et ainsi de suite jusqu'à sept :

« Car je comptais sept fois, de minute en minute,
Ce sinistre vieillard qui se multipliait ».

Dans la foule, un même individu semble se démultiplier de sorte qu'il ne vaut plus comme individu, mais comme incarnation d'un type : c'est alors que « le citadin éprouve l'angoisse à ne plus pouvoir, malgré la mise en œuvre des singularités les plus excentriques, rompre le cercle magique du type »⁵⁸. Cela va de pair avec le fait que ces mêmes individus, justement parce qu'ils sont les exemplaires d'un même type,

52 *Idem*, p. 238.

53 *Ibidem*.

54 *Ibidem*.

55 *Idem*, p. 241.

56 *Ibidem*.

57 *Idem*, p. 242.

58 *Idem*, p. 243.

«apparaissent comme assujettis à des automatismes»⁵⁹: c'est un même genre de conduites qui est infiniment reproduit par ces individus qui ne sont que les exemplaires eux-mêmes indéfiniment reproduit d'un même type.

Et c'est alors que l'expérience positive du flâneur, «du promeneur solitaire dans la foule» de la grande ville se renverse en son contraire: elle devient celle de «l'irréparable détresse du solitaire au sein des foules»⁶⁰. Les foules de la grande ville deviennent alors un milieu hostile dans lequel le promeneur fait une expérience à laquelle Benjamin accorde une importance considérable: l'expérience du *choc*. Il rappelle que, «par l'image de l'escrimeur, Baudelaire, en flânant, était habitué d'être coudoyé par les foules des rues» et que, par là, «il s'identifie à l'homme qui pare aux chocs»⁶¹. L'épreuve du choc puis la réaction au choc sous la forme du «réflexe mécanisé de l'homme livré au monde moderne» sont des caractéristiques fondamentales de la vie dans la grande ville industrielle selon Benjamin: c'est l'expérience du flâneur dans la foule, mais c'est aussi celle du joueur, du consommateur des produits de l'industrie culturelle (en particulier des films) et enfin, c'est celle «de l'ouvrier devant la machine». Bref, le choc apparaît à Benjamin comme «la forme prépondérante de la sensation», encore «accentué par le processus objectivisé et capitaliste du travail»⁶². Benjamin peut ainsi écrire que «le processus qui détermine, sur la chaîne d'usine, le rythme de la production, est à la base même du mode de réception propre aux spectateurs de cinéma»⁶³: et cet «ensemble de réflexes mécaniques que la machine met en jeu chez le travailleur» par enchaînement de chocs successifs est très exactement celui qui est également mis en jeu chez le spectateur de films, chez le joueur⁶⁴ et chez le promeneur dans les rues des grandes villes. Le choc et la réaction mécanique de type réflexe qui le suit immédiatement synthétisent chez Benjamin le sens de l'expérience de la grande ville industrielle en tant qu'elle est le lieu d'un «déroulement

59 *Ibidem*.

60 *Ibidem*.

61 W. BENJAMIN, «À propos de quelques motifs baudelairiens», p. 244.

62 *Idem*, p. 245.

63 W. BENJAMIN, «Sur quelques thèmes baudelairiens» (1939), p. 180.

64 «L'idée régulatrice du jeu (comme celle du travail salarié) est l'éternel recommencement à partir de zéro» (*idem*, p. 186).

du temps vide»⁶⁵ qui n'a d'autre contenu que les chocs successifs qui le ponctuent continuellement. Ainsi se révèle ce que Benjamin appelle «le visage authentique de la grande ville»⁶⁶ : c'est une figure angoissante dans laquelle s'éteint tout à fait ce que Baudelaire appelait encore «le plaisir d'être dans les foules»⁶⁷.

Les paradigmes de théorie critique qui ont été ceux de Horkheimer et Adorno ne leur ont manifestement pas permis de prendre réellement la ville comme un objet d'étude spécifique. Tout se passe comme si la défiance qui était celle des deux fondateurs de l'Institut de Francfort à l'égard du pragmatisme américain s'était étendue à la sociologie pragmatiste de l'École de Chicago qui avait fait de la ville et de la vie urbaine les objets de prédilection de ses études et enquêtes. Horkheimer et Adorno ont certes abordé des thèmes liés à la ville – les masses, les moyens de communication ou «mass-médias», la propagande et la publicité, etc. – mais jamais cela ne les a conduits à prendre la grande ville elle-même directement comme objet.

S'agissant de Adorno, il faut se pencher sur un bref texte autobiographique publié en 1966 et consacré à Amorbach, la petite ville où il a grandi en Franconie, à 80 km de Francfort, pour trouver une des rares évocations de la grande ville dans son œuvre. Cette dernière, la grande ville, qu'Adorno n'a vraiment connue qu'à Paris puis, surtout, à New York, lui apparaît soumise au processus de «la standardisation», produit lui-même «de la technique et du monopole»⁶⁸. La grande ville est le lieu, note Adorno, où «l'on en vient à penser que les différences qualitatives ont réellement disparu de la vie, tout comme les progrès de la rationalité les excluent de la méthode»⁶⁹. L'expérience de la grande ville est ainsi celle – «angoissante», selon Adorno – de l'uniformisation qui rend «tous les lieux semblables» en les soumettant tous pareillement au processus de l'abstraction réelle qui est celui du monde des marchandises et du règne de la valeur. Par contraste, la petite ville est le lieu d'une «expérience du bonheur» qui est celle de ce qu'Adorno appelle «l'inéchangeable»⁷⁰, c'est-à-dire de l'exact opposé de l'échange

65 W. BENJAMIN, «À propos de quelques motifs baudelairiens», p. 245.

66 W. BENJAMIN, «Le Paris du Second Empire chez Baudelaire» (1938), p. 91.

67 C. BAUDELAIRE, «Mon cœur mis à nu», cité par Benjamin, *idem*, p. 89.

68 T. W. ADORNO, *Amorbach et autres fragments autobiographiques*, p. 14.

69 *Ibidem*.

70 *Ibidem*.

universel qui règne dans la grande ville et la marque de son empreinte standardisatrice. Même si l'on doit plus tard découvrir que la petite ville de l'enfance n'est pas aussi unique qu'on le croyait, ou bien qu'elle a aussi été soumise à des processus uniformisateurs qui remontent plus loin que l'ère industrielle, il reste qu'elle aura été le lieu d'une expérience de l'unique et du non échangeable qui est exclue de la grande ville. Ces aperçus proposés par Adorno sont certes stimulants, mais il faut avouer qu'ils restent marginaux dans son œuvre et que l'impression demeure que la grande ville n'est guère plus pour lui que le lieu où se déroulent des processus qui l'intéressent bien davantage, telle la standardisation de la vie produite par l'industrie culturelle.

Quant à Habermas, bien que la question de la ville et de l'urbanisme n'occupe pas une place considérable dans son œuvre, il demeure qu'il est l'un des rares représentants de la théorie critique à avoir tenté une approche de la ville à partir du cadre théorique et du paradigme critique qui sont les siens.

Les aperçus les plus significatifs se trouvent dans son article de 1981 intitulé «Architecture moderne et postmoderne»⁷¹ : dans ce texte, Habermas est très critique à l'endroit des représentants du postmodernisme sans que cela ne l'empêche d'être également très conscient des difficultés et des apories du modernisme. Une telle prise de conscience est en réalité indispensable à la réalisation du projet de Habermas d'une «poursuite autocritique de la modernité»⁷². Cela suppose de tirer au clair les difficultés rencontrées jusqu'ici par le projet moderne dans le domaine de la ville et de l'architecture. Dans ces domaines, «le mouvement moderne» a certes su «prendre conscience des défis que représentent les besoins qualitativement nouveaux et les nouvelles possibilités techniques» et, de ce point de vue, il a su «apporter une réponse correcte»⁷³. Mais ce même mouvement moderne s'est en revanche trouvé «plutôt désarmé lorsqu'il s'[est] agi d'affronter les contraintes systématiques exercées par les impératifs du marché et de la planification administrative»⁷⁴. En ce sens, le tort du mouvement moderne – et c'est ici de Gropius qu'il est question – est d'avoir «nourri

71 J. HABERMAS, «Architecture moderne et postmoderne».

72 *Idem*, p. 29.

73 *Idem*, p. 24.

74 *Ibidem*.

l'espoir infondé de pouvoir réaliser [...] une unité de la culture et de la production » à la lumière d'un espoir de ce genre, « les limitations que l'économie et l'administration politique imposent à la transformation créatrice de l'environnement apparaissent comme de simples questions d'organisation »⁷⁵. Et là est l'erreur : elle consiste non seulement dans la sous-estimation « de la diversité, de la complexité et de l'instabilité des mondes vécus modernes », mais aussi dans la sous-estimation « du fait que les sociétés modernes, constituées de systèmes, dépassent les dimensions d'un monde vécu susceptibles d'être embrassées par l'imagination du planificateur »⁷⁶. De ce point de vue, ce qui a fait défaut au mouvement moderne, c'est une claire conscience ou, du moins, une conscience suffisante des « contradictions qui caractérisent la modernisation capitaliste », et en particulier de la contradiction entre, d'un côté, « les besoins incitant à donner forme au monde vécu » et, de l'autre côté, « les impératifs communiqués à travers les médias de l'argent et du pouvoir »⁷⁷, c'est-à-dire à travers les deux systèmes qui, dans la modernité capitaliste, tendent selon Habermas à « coloniser le monde vécu ».

Au fond, c'est le thème marxien du contraste entre la valeur d'usage et la valeur d'échange qui resurgit ici sous une nouvelle forme : par fonctionnalisme, les architectes et urbanistes modernes ont compris l'adéquation des moyens aux fins, de sorte qu'ils ont cherché à construire « en fonction de fins qui soient celles des utilisateurs », ce qui revient à dire qu'ils se plaçaient au point de vue de la valeur d'usage. Mais c'était négliger le fait que, sous le capitalisme, la valeur d'usage n'est pas le facteur déterminant et qu'elle n'y joue que le rôle du simple support ou véhicule de la valeur d'échange, de sorte que ce qui est ou apparaît comme « fonctionnel » l'est en un sens très différent de l'adéquation des moyens aux fins des utilisateurs : est alors fonctionnel ce qui permet la reproduction de systèmes anonymes de l'économie et de l'administration, et seront dites fonctionnelles les décisions qui « stabilisent un ensemble anonyme de conséquences issues d'actions sans que l'existence de ce système doivent être voulue ou simplement prise en compte » par les

⁷⁵ *Idem*, p. 25.

⁷⁶ *Idem*, p. 24.

⁷⁷ *Ibidem*.

acteurs⁷⁸. Et c'est pourquoi, ajoute Habermas, « ce qui du point de vue du *système* est *fonctionnel* pour l'économie ou l'administration, par exemple une densité accrue du centre-ville avec augmentation du prix des terrains et accroissement des recettes fiscales, n'est pas forcément "fonctionnel" du point de vue du monde vécu des habitants et des riverains »⁷⁹. On ne peut espérer venir à bout d'une contradiction de ce genre avec des propositions simplement formelles, ni en la réduisant à une simple question d'organisation. Ce n'est pas d'organisation qu'il s'agit ici, mais de régulation, mieux : de « maîtrise et de limitation des impératifs anonymes du système qui empiètent sur le monde vécu des villes et qui risquent de détruire l'urbanité qui en est la substance »⁸⁰.

La limite du projet moderne tient ainsi à son diagnostic même sur ce qu'est devenue la ville au cours de la modernisation capitaliste des sociétés. La ville a cessé d'être ce que Habermas appelle « un monde vécu transparent »⁸¹ : aussi longtemps que tel a été le cas, on pouvait encore donner une forme architecturale à la ville, on pouvait mettre architecturalement en forme les fonctions de la ville parce que ces fonctions étaient elles-mêmes encore intégrées au monde vécu. Ainsi les fonctions politiques et économiques, les fonctions privées et publiques, culturelles et religieuses, les fonctions liées « au travail, à l'habitat, aux loisirs ou aux fêtes » pouvaient, comme le dit Habermas, « se traduire en finalités, en fonctions régissant l'utilisation d'espaces façonnés »⁸² : pour les Strasbourgeois que nous sommes, le plan de la Neustadt par exemple, de la place de l'Université à la place de la République et au Palais des Fêtes, datent d'une époque où était encore possible une traduction des fonctions de la ville qui permettait leur inscription dans notre monde vécu. Mais l'entrée dans le second âge du capitalisme, au cours du XX^e siècle, a rendu impossible une *traduction* de ce genre : « la ville, écrit Habermas, est devenue le carrefour de liens fonctionnels d'un autre type »⁸³ qui sont caractérisés par leur abstraction, leur anonymat, leur invisibilité et leur indisponibilité aux acteurs. La ville du XX^e siècle est une ville « impliquée dans des systèmes abstraits qui échappent à toute

78 *Idem*, p. 26.

79 *Ibidem*.

80 *Ibidem*.

81 *Idem*, p. 27.

82 *Ibidem*.

83 *Ibidem*.

tentative visant à leur donner une présence sensible d'ordre esthétique»⁸⁴. La traduction de la langue des systèmes dans celle du monde vécu s'avère être impossible : ces langues sont incommensurables, incompatibles entre elles, le langage systémique de l'argent et du pouvoir n'a pas de sens qui puisse être rendu dans les langues des mondes vécus. Et l'emprise des systèmes sur la vie urbaine est désormais telle qu'elle conduit Habermas à se demander « si le *concept* de ville lui-même n'est pas dépassé »⁸⁵ : cela tient au fait que notre concept de ville est resté associé à « une forme de vie déterminée » et donc à une forme du monde vécu qui a été à ce point transformée et bouleversée par l'emprise des systèmes que ce concept n'a plus grand-chose qui lui corresponde encore dans la réalité.

Ce diagnostic critique étant fait, reste à savoir si le théoricien critique est capable sinon d'offrir lui-même des ressources aux acteurs et d'ouvrir des perspectives à leur action, du moins de repérer, dans les actions effectivement menées, dans la réalité sociale des ressources susceptibles de remédier aux dysfonctionnements engendrés par l'emprise des systèmes sur le monde vécu urbain. De ce point de vue, l'attention du théoricien critique est attirée par « les initiatives visant à promouvoir une architecture communale faisant participer les intéressés à la planification, sans se contenter de déclamation, et établissant les plans des quartiers en dialoguant avec les habitants »⁸⁶. Dans le monde vécu lui-même sont donc mises en place des stratégies dont Habermas admet la nature « défensive », mais qui ont le mérite de reposer sur l'expérience vive que les intéressés eux-mêmes font des « dysfonctionnements » qui sont engendré dans leur monde vécu par « les mécanismes de régulations du marché et des administrations » et qui ont pour effet « d'invalider le “fonctionnalisme” visé à l'origine »⁸⁷. L'issue entrevue par Habermas consisterait donc à « mettre en concurrence avec les médias de l'argent et du pouvoir la communication par laquelle les intéressés forment une volonté collective »⁸⁸. Pour le dire en d'autres termes et, en l'occurrence, en empruntant à Murray Bookchin son opposition entre *Urbanisation* et *Citizenship*⁸⁹, on peut dire que la proposition de Habermas consiste

84 *Ibidem*.

85 *Ibidem*.

86 *Idem*, p. 30.

87 *Ibidem*.

88 *Ibidem*.

89 M. BOOKCHIN, *The Rise of Urbanisation and the Decline of Citizenship*.

à systématiquement favoriser, renforcer et consolider, dans la forme urbaine de vie, les pratiques communicationnelles qui relèvent d'une *citoyenneté* enracinée dans le monde vécu contre une *urbanisation* engendrée par les systèmes de l'économie et de l'administration, de l'argent et du pouvoir.

Si elle peut paraître assez restreinte et sans doute un peu trop modeste, il y a donc quand même bien chez Habermas la tentative de rendre son paradigme critique – celui d'une critique des systèmes à partir des ressources du monde vécu – utile non seulement à une compréhension critique des évolutions de la ville, mais aussi à la formulation de moyens de contrecarrer les effets proprement pathologiques engendrés dans le monde vécu urbain du fait de sa colonisation par les impératifs fonctionnels des systèmes de l'argent et du pouvoir. C'est pourquoi on a des raisons d'être d'autant plus surpris du fait que les représentants plus récents de la théorie critique ont laissé quasi complètement à l'état inexploré et inexploité le potentiel critique que leur paradigme théorique pouvait avoir pour une compréhension de la vie urbaine et de ses pathologies propres.

C'est notamment le cas d'Axel Honneth, chez qui on est bien en peine de trouver des analyses consacrées à la ville. On peut d'autant plus le regretter que son paradigme critique – celui de la lutte pour la reconnaissance – possède certainement en lui-même des ressources permettant de penser de façon critique les formes urbaines de vie et les processus d'urbanisation. Il serait par exemple possible de mettre l'accent sur la façon dont l'espace urbain est un espace tissé de signes de reconnaissance, ou plutôt de signes de non-reconnaissance et de déni de reconnaissance qui sont adressés à des populations déterminées. Certaines transformations contemporaines de l'espace urbain pourraient être ainsi interprétées comme autant de torts et d'injustices qui sont faits à des catégories de la population : j'emprunte ici à Mickaël Labbé⁹⁰ l'idée que c'est en particulier le cas de formes récentes de mobilier urbain qui sont pensées afin d'empêcher leur usage par les sans-abris – le métro parisien ayant en la matière joué un rôle précurseur en remplaçant, dès les années 1990 dans les stations et sur les quais du métro, les anciens bancs en bois par des sièges individuels souvent munis d'accoudoirs et sur lesquels il n'est plus possible de s'allonger pour y dormir. L'édification de

murs autour des bouches d'extraction de l'air chaud des parkings ou des stations de métro sont aussi des manières de signifier aux sans-domiciles qu'ils ne sont pas les bienvenus dans l'espace urbain, de même que des picots métalliques sur les bordures de trottoirs ou sur des éléments de mobilier urbain sont des signes adressés cette fois aux jeunes qui seraient tentés d'en faire les éléments d'un skate-park improvisé.

Ces considérations peuvent sembler relever de la micro-sociologie, mais je reste persuadé que la possibilité existait de faire davantage, et de mettre par exemple en relation la description de ces signes concrets de déni de reconnaissance dans l'espace urbain contemporain avec le programme – que Honneth se fixait au début des années 2000 – d'une analyse des « paradoxes » du capitalisme engendrés par la fin de l'ère social-démocrate et l'entrée dans celle de la « révolution néolibérale »⁹¹. On pourrait notamment faire le lien entre ces signes ostensibles de *mépris social* adressés aux exclus et aux marginaux et l'idée que, « dans le capitalisme en réseau, les citoyens et les citoyennes tendent de plus en plus à percevoir leurs performances, leurs succès et leurs échecs de manière individuelle, si bien que toute référence à un ensemble plus large ne semble plus guère possible »⁹². En ce sens, ce serait cette individualisation des échecs et, plus encore, la responsabilisation à outrance des individus en matière d'échecs ou de défaut de performance qui expliquerait qu'il soit désormais possible d'afficher et de diffuser clairement et ostensiblement, dans l'espace urbain, des signes manifestes de mépris social à l'égard de ceux qui, précisément, ont « échoués » et qui sont tenus d'en porter seuls la responsabilité.

Si l'on se penche sur le paradigme critique plus récemment proposé par Hartmut Rosa, celui de *l'accélération* dans le cadre d'une critique sociale du temps, on est là aussi frappé par la sous-utilisation de ce paradigme dans le cadre d'une approche de la ville, de la vie et de l'espace urbains. En réinterprétant le processus de modernisation comme consistant essentiellement en un processus d'accélération sociale, on aurait pu s'attendre à ce que le processus d'urbanisation non seulement soit thématiqué, mais à ce qu'il joue même un rôle clé. Il faut bien constater que tel n'est pas le cas. Hartmut Rosa ne fait état de la ville

91 M. HARTMANN, A. HONNETH, « Les paradoxes du capitalisme : un programme de recherche », p. 275-303.

92 *Idem*, p. 296.

et de la vie urbaine qu'au début de son enquête, essentiellement pour reconnaître à Simmel le mérite d'avoir établi le lien entre urbanisation et accélération, mais sans prendre davantage ce lien pour thème explicite et sans l'approfondir plus avant. H. Rosa se réfère à *La grande ville et la vie de l'esprit*, à « De l'influence de l'argent dans le rythme de la vie » ou encore au dernier chapitre de la *Philosophie de l'argent*, et il reconnaît la spécificité de l'apport de Simmel à la compréhension du processus de modernisation sociale : là où d'autres classiques de la sociologie, Weber et Durkheim pour ne pas les nommer, ont interprété la modernisation comme rationalisation, différenciation fonctionnelle et individualisation, Simmel quant à lui, sans pour autant s'opposer à ces modèles et en les reprenant même à son propre compte, met davantage l'accent sur le fait que la modernisation est un processus de transformation de la structure de la personnalité. « La modernisation, écrit H. Rosa, signifie pour [Simmel] avant tout une métamorphose de la structure de la personnalité des individus, qui réagissent aux exigences excessives que leur impose l'accélération de la modernité par une transformation de leur économie affective, de leur structure mentale, de leur "vie nerveuse" et de la relation entre émotions et intellect »⁹³. Mais le fait que cette transformation de la personnalité des individus n'ait pas lieu nulle part et qu'elle se déroule concrètement sur le sol de la grande ville n'est pas davantage exploré par H. Rosa, qui préfère mettre l'accent sur l'échange monétaire comme sur ce qui, en dernière instance, expliquerait à la fois l'accélération des rapports sociaux et leur intellectualisation.

L'échange monétaire n'est pourtant pas l'élément ultime d'explication ou, du moins, pas le seul dans la mesure où sa généralisation ne s'est pas faite hors sol : elle a nécessité un terrain favorable et propice qui a précisément consisté en la formation de la grande ville moderne. Simmel n'avait d'ailleurs pas manqué d'insister sur l'inséparabilité de la monétarisation des échanges et de l'urbanisation de la vie sociale : ainsi, à propos de « la corrélation » entre « l'économie monétaire » et « l'objectivité rationnelle » qui préside au comportement des acteurs, Simmel notait clairement que « la forme de vie des grandes villes est le sol le plus fécond pour cette corrélation »⁹⁴. Il semble bien que Hartmut Rosa tienne davantage compte de cette corrélation, et surtout de son lieu – la ville –

93 H. ROSA, *Accélération. Une critique sociale du temps*, p. 75.

94 G. SIMMEL, *Les grandes villes et la vie de l'esprit*, p. 45-46.

dans son ouvrage plus récent, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*. Sollicitant à nouveau le même texte de Simmel, *Les grandes villes et la vie de l'esprit*, Rosa note que

« dans l'espace de la grande ville, la densité élevée des interactions et la fréquence des rencontres physiques sont telles qu'elles contraignent les sujets à se défaire d'un certain mode de résonance dispositionnelle afin d'adopter dans leurs relations une attitude mi indifférente, mi répulsive »⁹⁵.

Il s'agit là de la traduction par Rosa du thème simmélien du « caractère blasé » propre à l'habitant de la grande ville dans les termes propres à la théorie de la résonance qui est la sienne. Cela signifie que « les relations "qualitatives" et parlantes aux personnes et aux choses ont été remplacées par des relations "quantitatives" anonymes, abstraites et formelles »⁹⁶. En d'autres termes, « les sujets de la modernité tardive perdent le monde comme vis-à-vis parlant et répondant à mesure qu'il étendent leur accès instrumental à celui-ci »⁹⁷. Cette perte du monde tient elle-même au fait que « les sujets de la modernité (tardive) sont structurellement contraints d'envisager le monde comme un capital à investir dans la lutte concurrentielle – autrement dit, d'adopter une perspective réifiante »⁹⁸. La relation de concurrence entre les individus, comme relation qui les contraint à réifier le monde et à se réifier eux-mêmes, est conçue par Rosa comme un type de relation qui est directement opposé et contraire à la relation qualitative qu'il appelle « de résonance » : les relations et les luttes concurrentielles, écrit Rosa, « nous forcent à nous rendre, non pas poreux, mais *imperméables au monde* ». Soit, mais il reste qu'à partir du moment où, comme Hartmut Rosa, on reconnaît que la grande ville et la vie urbaine moderne sont les lieux de cette perte de la relation résonante au monde, de cette réification du monde et des individus eux-mêmes, on devrait alors aussi en conséquence se donner comme tâche de déterminer quelles sont les transformations à introduire dans la ville et la vie urbaine qui permettraient de rétablir un rapport au monde de type résonant. Mais, ici encore, cette tâche précise et déterminée semble devoir se dissoudre dans un bien plus vaste programme qui est celui

95 H. ROSA, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, p. 383.

96 *Idem*, p. 382.

97 *Idem*, p. 493.

98 *Idem*, p. 480.

de l'interruption de la « logique d'accroissement » typique des sociétés du capitalisme tardif, du passage à une « société de post-croissance » et d'un « remplacement de la machine aveugle d'exploitation capitaliste par des institutions économiques démocratiques capables d'assujettir les décisions en matière d'objectifs, de formes et de moyens de production aux critères de vie réussie »⁹⁹. Où l'on retrouve cette même tendance, déjà à l'œuvre chez Marx et Engels, qui consiste à aborder le problème de la grande ville à partir d'un cadre bien plus large qui n'est autre que celui d'une analyse du mode de production capitaliste dans son ensemble et de la crise métabolique qu'il provoque dans le rapport à la nature et au monde.

On est ainsi conduit à se demander comment l'on doit interpréter un tel déplacement : faut-il créditer la théorie critique de la société d'avoir su reconnaître toute l'importance de la dimension urbaine de la vie au point de l'avoir placée au centre de son analyse des sociétés modernes de type capitaliste, ou bien faut-il au contraire lui reprocher d'avoir dilué la question urbaine dans une problématique plus vaste, trop vaste même, et de n'avoir en conséquence été que peu capable de proposer des analyses précises et déterminées du monde urbain moderne ? Le simple fait que je doive finir sur cette question en dit suffisamment long au sujet de l'ambivalence de la théorie sociale critique relativement à la ville. On peut certes interpréter cette ambivalence comme relevant de ce que Andy Merrifield a nommé « la dialectique métropolitaine »¹⁰⁰, la question restant alors ouverte de savoir si cette dialectique est inhérente à la réalité urbaine et métropolitaine comme telle, ou si elle est importée dans cette réalité par les approches relevant de ce que le même auteur a appelé le « métromarxisme ».

Bibliographie

ADORNO Theodor W., *Amorbach et autres fragments autobiographiques*, trad. M. Maurin et A. Wiser, Paris : Allia, 2016.

BELLAMY FORSTER John, *Marx écologiste*, trad. A. Blanchard, J. Gross, C. Nordmann, Paris : Éditions Amsterdam, 2011.

99 *Idem*, p. 502.

100 A. MERRIFIELD, *Métromarxisme. Un conte marxiste de la ville*, p. 318.

- BENJAMIN Walter, *Écrits français*, présentés par J.-M. Monnoyer, Paris : Gallimard, 1991.
- BENJAMIN Walter, *Charles Baudelaire. Un poète lyrique à l'apogée du capitalisme*, trad. J. Lacoste, Paris : Payot-Rivages, « Petite Bibliothèque », 2002.
- BOOKCHIN Murray, *The Rise of Urbanisation and the Decline of Citizenship*, San Francisco : Sierra Club Book, 1987.
- ENGELS Friedrich, *La question du logement*, Préface de François Billoux, sans indication de traducteur, Paris : Éditions sociales, 1969.
- ENGELS Friedrich, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre, d'après les observations de l'auteur et des sources authentiques*, trad. G. Badia et J. Frédéric, Paris : Éditions sociales, 1973.
- HABERMAS Jürgen, « Architecture moderne et postmoderne », in : *Écrits politiques. Culture, droit, histoire*, trad. C. Bouchindhomme, R. Rochlitz, Paris : Champs-Essais, 1999.
- HONNETH Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*, édition établie par Olivier Voirol, Paris : La Découverte, 2006.
- LABBÉ Michaël, *Reprendre Place. Contre l'architecture du mépris*, Paris : Payot, 2019.
- MARX Karl, *Le Capital*, Livre III, tome I, trad. C. Cohen-Solal et G. Badia, Paris : Éditions sociales, 1974.
- MARX Karl, *Le Capital*, Livre III, tome III, trad. C. Cohen-Solal et G. Badia, Paris : Éditions sociales, 1974.
- MARX Karl, *Le Capital*, Livre I, trad. J.-P. Lefebvre, Paris : Presses universitaires de France, « Quadrige », 1993.
- MARX Karl, ENGELS Friedrich, WEYDEMEYER Joseph, *L'idéologie allemande*, trad. des chapitres I et II et édition bilingue par Jean Quétier et Guillaume Fondu, Paris : Éditions sociales, série GEME (Grande édition Marx-Engels), 2014.
- MERRIFIELD Andy, *Métromarxisme. Un conte marxiste de la ville*, trad. J. Guazzini, Genève-Paris : Éditions Entremonde, 2019.
- ROSA Hartmut, *Accélération. Une critique sociale du temps*, trad. Didier Renault, Paris : La Découverte, 2010.
- ROSA Hartmut, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, trad. S. Zilberfarb et S. Raquillet, Paris : La Découverte, 2018.
- SIMMEL Georg, *Les grandes villes et la vie de l'esprit*, trad. J.-L. Vieillard-Baron, F. Joly, Paris : Petite bibliothèque Payot, 2013.